



Communiqué intersyndical

Les travailleuses et travailleurs que nous représentons sont en colère. Les mobilisations qui se multiplient depuis des mois le démontrent à l'image du 10 septembre dernier : la population est épuisée et ne supporte plus les attaques répétées contre ses droits.



Les annonces budgétaires présentées par le Premier ministre le 15 juillet ont été unanimement condamnées par nos organisations. Le remplacement de François Bayrou par Sébastien Lecornu n'y change rien : c'est bonnet blanc et blanc bonnet. Derrière les visages, c'est la même politique antisociale qui se poursuit. Suppression de jours fériés, coupes dans les services publics, nouvelle réforme de l'assurance chômage, gel des prestations sociales et des salaires, désindexation des retraites, doublement des franchises médicales, remise en cause de la cinquième semaine de congés payés... Ces mesures brutales et injustes font payer encore et toujours les mêmes : salariés, précaires, retraité-es, malades. Pendant ce temps, les cadeaux fiscaux aux plus riches et les milliards d'aides publiques versés aux grandes entreprises continuent de creuser la dette.



Notre pays s'enfoncé dans une crise sociale et démocratique depuis le passage en force de la réforme des retraites. Les inégalités explosent, des millions de personnes basculent dans la pauvreté, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent plus de vivre dignement. Face à cette situation, le gouvernement choisit la fuite en avant et la diversion au lieu d'un budget de justice sociale et de justice fiscale.



Nos exigences :

- Des moyens à la hauteur pour les services publics et les politiques sociales ;
- Des mesures fortes contre la précarité et pour la solidarité ;
- Une véritable transition écologique juste et créatrice d'emplois ;
- Une fiscalité qui taxe réellement les très hauts revenus, les gros patrimoines et encadre strictement les aides aux entreprises ;
- Une Sécurité Sociale financée par les cotisations, la fin des exonérations des cotisations patronales (77 milliards) et l'abandon définitif de la retraite à 64 ans.
- Non à l'augmentation des dépenses militaires à hauteur de 5 % du PIB (150 milliards).

Nos organisations appellent à une journée nationale de mobilisation et de grève le 18 septembre 2025 pour contraindre le gouvernement à abandonner son projet de budget injuste.

Nous appelons l'ensemble des travailleuses et travailleurs, dans les entreprises comme dans les services publics, à poursuivre et amplifier les mobilisations, y compris par la grève décidée collectivement sur les lieux de travail.

L'intersyndicale de l'Allier appelle à des manifestations jeudi 18 septembre 2025 :

- Montluçon, place Jean Dormoy à 10h30
- Moulins, place de la Liberté à 10h30
- Vichy, place de La Poste à 10h30

